

# L'Humanité Rouge

Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

## Les bâteleurs de foire Marchais et Peyrefitte

# DEUX MENTEURS !

Deux gros menteurs professionnels se sont en effet affrontés sous nos yeux, hier soir, à la télévision et à la radio.

Tous deux se sont copieusement arrosés de propos nauséabonds rappelant à qui mieux mieux que « nous, on fera ça et ça » et « nous, on a fait ça et ça ». Évidemment, Marchais n'a eu aucun mal à enfoncer les piètres défenses de Peyrefitte, quant à la politique antiouvrière et antipopulaire menée ces vingt dernières années.

Même s'il a mis en cause les grands monopoles, Marchais ne propose pas leur expropriation mais il parle de « faire payer les riches ».

« Menteur » a dit l'un à tel propos, « menteur » a dit l'autre à tel autre propos. Quelle belle foire d'empoigne, teintée d'électorisme pour savoir qui des deux ferait vibrer la corde sensible.

A ce petit jeu, Marchais a marqué des points, mais l'adversaire, bien que gagnepetit, lui a rivé son clou à l'occasion : URSS, pays de l'Est et « Moi, monsieur, mon père il était petit paysan, alors les travailleurs, je connais ».

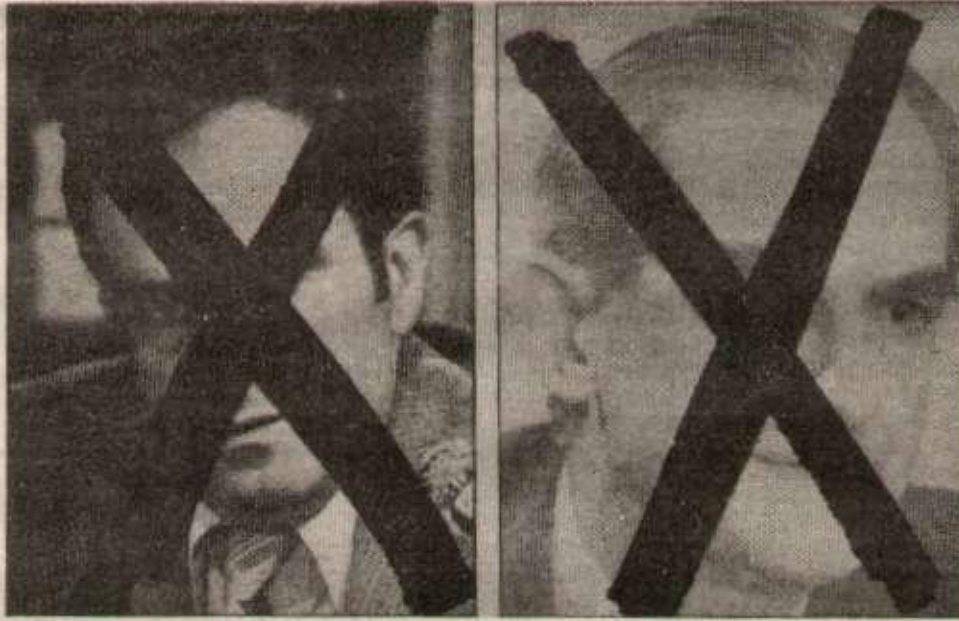
Sujet épineux effleuré

par les deux compères : Avec qui gouvernez-vous ? Et Marchais de dire qu'il veut aller au gouvernement avec le PS « allié naturel », et Peyrefitte de parler de majorité, de fraternité, de société libérale.

tant l'émission, qui n'entrait pas dans le cadre du « programme minimum », a été diffusée. Dérégulation dangereuse qui illustre les pressions de la bourgeoisie de droite au pouvoir et compromission éhontée de

Marchais qui n'a pas refusé le débat.

Il est vrai, il l'a déjà dit, qu'il n'est pas contre le droit de grève mais... qu'il a des limites quand, lui, Marchais passe à la télé.



Deux marchands de soupe électorale se chamaillaient hier soir à la télé pendant que les travailleurs d'Antenne 2 étaient en grève. Quelles libertés nous préparent-ils ?

Un petit fait déjà pour juger de la « vraie démocratie » sauce Marchais. Les trois chaînes de télévision étaient en grève et pour-

## Tension accrue à la Conférence de Belgrade

La conférence de Belgrade sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), ouverte à l'automne dernier, piétine et s'éternise. Loin de progresser, elle voit, au fil des jours, croître la tension entre ses différents participants. L'URSS et ses satellites d'une part, les USA de l'autre, les pays neutres et non alignés campent sur leurs positions résumées dans des documents qui s'opposent. La France a fait cavalier seul en distribuant, vendredi dernier, un projet de document final qui, bien que cherchant à concilier les différentes thèses en présence, n'a reçu qu'un accueil tiède de la part des 34 autres délégations. Les

non-alignés maintiennent leur propre projet. L'URSS, quant à elle, vient de remanier pour la quatrième fois son projet initial de clôture, une nouvelle fois repoussé par les autres participants. Ce projet en effet demeure muet sur la question des droits de l'homme que nombre d'autres pays entendent voir expressément mentionnés dans le document final.

La discorde est telle dans les rangs de la conférence, que les participants, à la fin de la semaine dernière, n'ont pu se mettre d'accord que sur l'ordre du jour de la séance de lundi. (suite page 2)

## Message de solidarité aux trois paysans inculpés par la Wessafic

Bureau politique  
du Parti communiste  
marxiste léniniste de France

Au comité de liaison  
des éleveurs intégrés,  
au collectif national  
de Paysans-Travailleurs.

Le 22 février, la firme multinationale d'aliments pour bétail, la Wessafic, a voulu faire le procès de ceux qui osent se lever, s'organiser et combattre l'exploitation honteuse dont sont l'objet les petits et moyens éleveurs intégrés. La réalité est exactement le contraire : ce sont les éleveurs intégrés, leur Comité de liaison et le syndicat Paysans-Travailleurs qui, aujourd'hui, font le procès de cette firme capitaliste.

Hier encore, les éleveurs intégrés par cette firme, par l'isolement où ils étaient, ne pouvaient faire face à l'exploitation, aux menaces, aux procès et aux maladies dus à la firme Wessafic. L'expérience de nombreuses luttes victorieuses contre des firmes intégratrices, telles que Chantegrain, Fermiers savoyards, Sanders, UFAC ou Bridel, a montré la nécessité pour les petits et moyens éleveurs de s'organiser en comptant sur leurs propres forces et non sur les dirigeants de la FNSEA qui préfèrent les salons confortables de l'Élysée.

(Suite page 4)

## Dans les quartiers ouvriers de Marseille-nord Le professeur révisionniste Guy Hermier au pied du mur

Dans la lettre que nous publions ci-après, le Comité d'initiative de Marseille de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne (UOPDP) dénonce la pratique des nouveaux bourgeois révisionnistes et exige un débat public contradictoire avec Hermier.

Marseille, le 15 février 1978

Monsieur Guy Hermier,

Dans la 4e circonscription des Bouches-du-Rhône, comme dans plus de cent autres en France, l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne présente des candidats.

Face aux promesses électorales de tout bord, les travailleurs et tous ceux qui luttent pour le socialisme, refusent de servir de masse de manœuvre aux querelles des partis bourgeois qui veulent nous faire choisir entre une « austérité de droite » et une « austérité de gauche ». Bien au contraire, avec l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, nous nous organisons indépendamment de ces partis pour jeter les bases d'un large front uni anticapitaliste, capable de faire aboutir nos revendications et d'édifier le socialisme.

(Suite page 5)

**union  
ouvrière « paysanne  
pour la démocratie  
prolétarienne**

**Meetings régionaux  
Le 26 février**

Paris de 14h à 18h salle A de la Mutualité  
(Rue St-Victor)  
Rennes de 14h à 18h Pavillon des lices  
Lille à h, salle du Conservatoire,  
place du concert



# TENSION ACCRUE A LA CONFERENCE DE BELGRADE

(Suite de la page une)

Pour la suite des travaux, l'antagonisme demeure profond. Irrités des bâtons mis dans les roues de leur plan, les Soviétiques exigent désormais que la conférence termine ses travaux dans un délai d'une semaine. Les pays occidentaux et non-alignés refusent ce diktat et ne veulent pas qu'une date limite soit imposée aux discussions. L'URSS crie à « l'ultimatum » des Occidentaux et dénonce la RFA et le Danemark. Ceux-ci refusent immédiatement les accusations soviétiques et renvoient la balle dans le camp de l'URSS.

Voilà le climat qui règne dans ce forum censé représenter la concorde régnant entre les nations ! Il est plus à l'image de la situation réelle que les paroles ronflantes sur la détente et la paix qui marquaient le début de ces travaux.

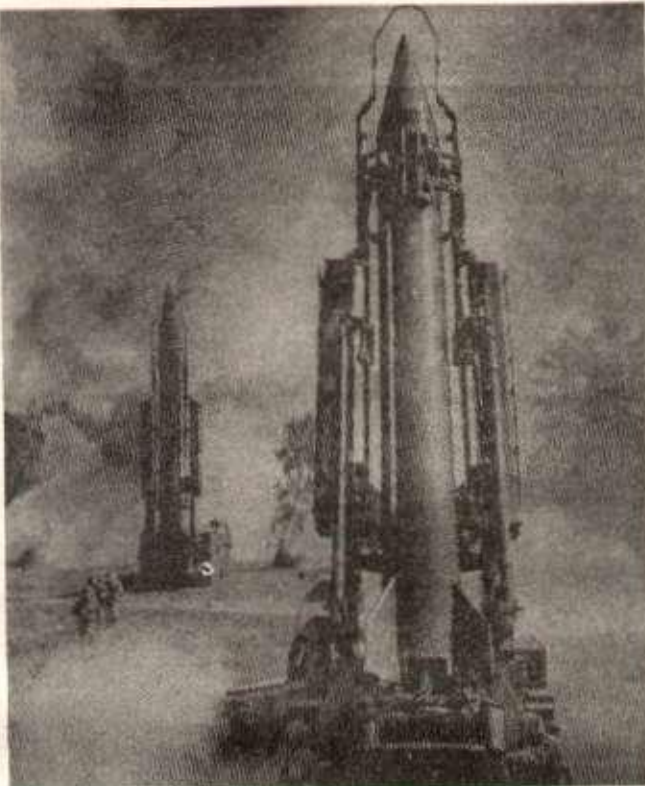
Les deux superpuissances ne cessent pas de pousser leurs pions pour s'assurer la suprématie politique et militaire et affaiblir les forces adverses. L'URSS poursuit son offensive, notamment en Afrique. Les USA intriguent pour ne pas se laisser distancer. Et la course aux

armements qui menace directement l'Europe, continue de plus belle.

Les USA cherchent à maintenir leur supériorité technologique pour faire pièce à la supériorité quantitative de l'arsenal soviétique. Ils développent les bombardiers stratégiques B-1 et FB-111, accélèrent la fabrication des missiles-cruise et rodent la nouvelle génération des missiles sous-marins « Trident ». Des missiles MX mobiles sont à l'étude pour remplacer les actuels missiles fixes « Minuteman ». La bombe à neutrons continue d'être fabriquée et expérimentée en secret.

Secret aussi du côté de Moscou dont le stock d'armes, déjà le plus important du monde, se développe au rythme le plus rapide.

En 1977, l'URSS a accéléré la fabrication en série de ses ICBM SS-17, SS-18 et SS-19, l'expérimentation des missiles balistiques mobiles SS-16 et des missiles mobiles à ogives multiples de portée moyenne SS-20. Elle produit chaque mois deux bombardiers stratégiques Backfire. Elle a procédé dans le Pacifique à plusieurs essais de missiles sous-marins nouveaux du type SS-



Pendant que l'on bavarde à Belgrade, de nouveaux missiles russes sont pointés sur l'Europe.

NX18, d'une portée de plus de 5 000 milles.

Elle essaie trois nouveaux modèles d'avions de combat, et, au moment où son représentant discourt sur la paix et la sécurité à Belgrade, un de ses satellites Cosmos plaçait le monde

entier en état d'alerte nucléaire.

Voilà la situation véritable qui, jusque dans l'ambiance feutrée de la Conférence de Belgrade, fait voler en éclat le mythe de la détente entre les deux superpuissances.

## LE PARTI COMMUNISTE DE SUEDE SOUTIENT LA THESE DES TROIS MONDES

Dans une déclaration publiée le 13 janvier, le Comité central du Parti communiste de Suède affirme :

« Le concept stratégique de la division en trois mondes va tout à fait dans l'intérêt du prolétariat mondial, des nations opprimées et du tiers monde. Il indique la voie à suivre à toutes les forces politiques du second monde travaillant à la défense de l'indépendance nationale.

Le concept stratégique des trois mondes définit clairement au prolétariat mondial la tâche de former un front uni des plus larges contre l'hégémonie et la politique de guerre des deux superpuissances...

Pour le peuple suédois, et les autres peuples du monde, la tâche la plus importante consiste à rappeler le danger de la guerre, à amplifier la lutte contre la rivalité pour l'hégémonie, afin de différer le déclenchement de la guerre, à renforcer la capacité défensive et à contrarier la politique d'apaisement...

La tâche principale du Parti communiste de Suède en 1978, c'est de s'opposer à ce que le capital monopolisateur fasse retomber le lourd fardeau de la crise sur le peuple travailleur et de combattre les préparatifs de guerre des superpuissances. Etudier et propager les justes conceptions sur la situation actuelle et inclure toute l'activité du parti dans cette perspective stratégique, c'est la tâche capitale de l'année nouvelle ».

### ● Iran

## Insurrection populaire à Tabriz

Tabriz, deuxième ville d'Iran, a été le lieu d'une véritable émeute populaire qui, selon les chiffres officiels, a fait six morts et 125 blessés dont onze policiers.

Plusieurs milliers de manifestants, débordant les forces de police ont attaqué, dans le centre-ville, les symboles de luxe de la bourgeoisie, et de l'impérialisme : soixante-trois banques, huit cinémas, quatre hôtels, les magasins vendant des produits de luxe, de l'alcool ou des téléviseurs ont été mis à sac par les manifestants.

L'émeute avait éclaté au début de la matinée. La foule scandant des slogans hostiles au régime n'a cessé de grossir au cours de la journée, dans de nombreux quartiers de cette grande ville industrielle de 600 000 habitants. Devant le débordement de la police, les autorités régionales ont fait appel à l'armée, mais l'insurrection se poursuivait encore dans la nuit de samedi à dimanche.

Les dernières manifestations d'une ampleur comparable ont été celles de Gom, à cent kilomètres au sud de Téhéran, les 7 et 9 janvier derniers qui avaient fait près de 100 morts. D'autres manifestations avaient eu lieu, fin 1977, à Mehed et Téhéran même.

### ● Chine

La cinquième Assemblée nationale populaire chinoise se tiendra sans doute à la fin du mois de février. Elle aura à son ordre du jour la nouvelle constitution chinoise et la ratification des dirigeants nommés dans divers organes de l'État.

## Semaine anti-impérialiste du 21 février Aix-en-Provence



MEETING DE SOUTIEN aux peuples d'Afrique en lutte  
Jeudi 23 février à 20 h 30  
Centre social de Beisson-Aix-en-Provence  
Organisé par le comité anti-impérialiste

### ● Palestine occupée

La résistance palestinienne a revendiqué l'attentat commis dimanche à l'université hébraïque de Jérusalem, rapporte l'agence palestinienne de presse « Wafa ».

Un communiqué militaire palestinien, cité par l'agence « Wafa » indique que l'attentat, effectué à l'aide d'une charge de dynamite, vient en application des instructions données par le commandement militaire palestinien aux combattants de l'intérieur et destinées à accentuer des opérations militaires contre les objectifs militaires et stratégiques de l'ennemi ».

C'est la deuxième fois en moins d'une semaine que la résistance palestinienne revendique un attentat à Jérusalem. Le précédent attentat, qui avait eu lieu le 14 février dernier, avait fait deux morts et quarante-trois blessés, selon le bilan de la police israélienne.

### ● USA

## Menaces contre les mineurs grévistes

Devant la fermeté des 160 000 mineurs en grève refusant toute capitulation, les négociations sont au point mort entre représentants syndicaux et patronaux, alors que la grève dure depuis 78 jours. Le conseil de négociations de l'UMW, le syndicat national des mineurs américains, a en effet rejeté samedi matin, à l'unanimité, une nouvelle proposition de contrat de travail présentée par les représentants des compagnies

charbonnières.

Le manque de charbon commence à peser sérieusement sur l'économie américaine et le gouvernement des monopoles américains brandit diverses menaces pour tenter d'entamer la ferme détermination et l'admirable solidarité qui soudent les grévistes. Le président Carter a annoncé qu'il « prendrait des mesures appropriées dans un avenir immédiat ».

Parmi les options dont il

dispose figurent : la prise en charge par le gouvernement des mines fermées par la grève, un arbitrage à caractère obligatoire décidé par la Maison Blanche avec l'approbation du Congrès, ou l'application de la loi Taft-Hartley qui impose une « période de réflexion » de 80 jours avec reprise immédiate du travail.

L'unité des grévistes saura mettre en échec cet arsenal législatif antiouvrier des monopoles américains.

## Divergences internationales sur les céréales

Les négociations sur un arrangement international de la stabilisation des cours du blé ne sont pas encore véritablement engagées une semaine après l'ouverture de la conférence.

De profondes divergences sont en effet apparues d'entrée de jeu entre les plus importants pays exportateurs : les États-Unis d'un

côté appuyés par le Canada et l'Australie, et de la Communauté européenne.

L'une des divergences concerne les produits couverts par l'accord. La CEE souhaite que toutes les céréales soient prises en considération, alors que les USA veulent s'en tenir strictement au blé.

L'autre désaccord porte sur les mécanismes à mettre en œuvre. La CEE entend que les prix varient à l'intérieur d'une fourchette obligatoire. Les USA entendent qu'elle soit seulement indicative.

Le Japon s'est rallié aux thèses européennes sur cette question.





## Il monte dans sa voiture: des policiers en civil tirent cinq balles contre lui

Un enseignant, M. Philippe Paris a porté plainte contre des policiers qui dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, ont tiré cinq balles de pistolet contre sa voiture.

Mardi soir, vers minuit, après avoir dîné chez le directeur de l'école privée où il enseigne les sciences économiques à Athis-Mons,

M. Paris montait dans sa voiture. Une voiture de couleur sombre s'arrêtait alors devant la sienne, et trois personnes armées de pistolets et de matraques en descendirent. Pris de peur, M. Paris verrouilla la portière de son véhicule, faisait demi-tour et démarrait.

Cinq coups de feu claquèrent alors, tirés par les

individus en armes. Quatre balles crevèrent les pneus touchèrent l'aile, la portière. Une cinquième traversait le coffre.

Le professeur descendit les mains en l'air pour s'apercevoir que les individus n'étaient autre que des policiers. Amené au commissariat de Villeneuve Saint-

Georges, il fut gardé à vue durant dix heures.

M. Paris a l'intention de ne pas laisser cette affaire s'enterrer. Il déclare avoir été insulté par les flics qui lui ont affirmé qu'il ne serait pas dédommagé pour les dégâts occasionnés par la police.

## Conséquence de la crise du franc

### Fort déficit du commerce extérieur en Janvier

Les experts gouvernementaux étaient optimistes en ce qui concerne la balance du commerce extérieur après les « bons résultats » de décembre (1,310 milliards d'excédents). Ils pensaient que la tendance au déficit était en voie d'être enrayerée. Ils se sont lourdement trompés. En janvier, le commerce extérieur a connu un fort déficit. La différence entre ce qui a été acheté à l'étranger (importations) et ce qui lui a été ven-

du (exportations) s'élève à 1,854 milliards de francs en faveur des importations.

Un tel déficit est directement lié à la crise du franc. Il provient principalement de la « dégradation » des prix des produits agro-alimentaires. En effet, les échanges des produits agro-alimentaires dans le Marché commun sont soumis à ce qu'on appelle « les montants compensatoires ». La récente crise du franc a pénalisé les exportateurs

français et favorisé les importateurs par le jeu des variations des montants compensatoires, qui constituent des mécanismes complexes.

Ce déficit concerne aussi d'autres produits tels que les biens d'équipement et de

consommation dont l'exportation s'est ralentie en janvier.

Les déclarations optimistes de Barre sur le redressement lent mais sûr de l'économie française par rapport à ses concurrentes étrangères sont des vœux pieux ou des mensonges. La crise continue.

## ● Rhône-Poulenc

### Fichage systématique du personnel

Rhône-Poulenc, l'un des trusts français de la chimie, n'est pas en retard dans le

domaine de la répression. La direction vient, en effet, de décider le fichage systéma-

tique centralisé de tout son personnel. Des dizaines de milliers de personnes risquent ainsi d'être mises en fiche. La direction invoque des raisons techniques pour justifier ce fichage, en particulier l'harmonisation des services de paye. Étant donné la quantité de fiches, le fichier prévu fonctionnerait sur ordinateur.

La direction a annoncé cette décision au cours de la dernière réunion du comité d'entreprise. Sous le prétexte d'harmonisation des services de paye, les renseignements suivants seraient rassemblés sur un fichier :

- Renseignements familiaux : milieu social, ascendants, descendants, nationalité.

- Renseignements pro-

fessionnels.

- Renseignements politiques et syndicaux.

- Renseignements sur le comportement de l'individu. On voit mal ce que viennent faire la plupart de ces renseignements dans « l'harmonisation des services de paye ».

Les syndicats ont appelé les ouvriers et le personnel à s'opposer à cette tentative de fichage. Le trust est dans une phase de restructuration et il est évident que les renseignements fournis par ce fichage permet à la direction de sélectionner les licenciés parmi ceux qui, soit au point de vue professionnel, soit au point de vue physique, syndical ou politique la gênent ou font le moins l'affaire.

## Très forte hausse des prix des légumes

Depuis le début février, les prix des légumes subissent une forte hausse sur le marché de gros de Rungis.

Les choux de Bruxelles, ont augmenté en quinze jours de 120 %, les poireaux de 78,5 %, les carottes, les navets et les choux de 50 %, le céleri-branche de 40 %. Les choux-fleurs ont augmenté de 21 % et les endives de 18 %.

Le gouvernement invoque le mauvais temps pour

justifier ces hausses. Or, il se trouve que les volailles et aussi la viande subissent aussi des hausses à Rungis. (poulet, plus 11,5 %, lapin, plus 13 %, pintade, plus 25 %, le poulet de qualité moyenne, plus 31 %).

Les plus pauvres devront donc réduire leur consommation de ces produits. Quant aux petits paysans, ils ne bénéficient en rien de ces hausses.

Vendredi 24 février à 14h sur A2

«Aujourd'hui madame»

## Histoire de l'amour et de la sexualité (5): La Chine

Trop souvent, ceux qui abordent le problème de l'amour et de la sexualité en Chine en parlent et en jugent en se référant aux divers modèles de comportements amoureux et sexuels propres à notre culture occidentale, comme si elle constituait « la » norme universelle.

Rejetant cet impérialisme culturel, les auteurs de l'émission ont su replacer le problème de l'amour et de la sexualité en Chine dans le cadre de l'évolution de la condition féminine depuis l'avènement du pouvoir populaire. L'émission se déroule sous forme de conversation entre quelques téléspectatrices et des personnes invitées pour leur connaissance du sujet traité, complétée par un certain nombre de documents pour illustrer les propos.

Les invités de cette émission sont : Hélène Marchisio, secrétaire générale des Amitiés franco-chinoises et qui a vécu six ans en Chine ; Danièle Elisseef, spécialiste de la Chine ancienne, auteur de « La civilisation de la Chine classique » (Arthaud) ;

Chow Ching-lie, pianiste de renommée internationale, et auteur du « Palanquin des larmes » (J'ai lu) où elle raconte comment on la maria de force à 13 ans ; Marcelline Loridan, journaliste, qui tourna avec Joris Ivens la série des « Yukong » et Régis Bergeron, président des Amitiés franco-chinoises, auteur du « Cinéma chinois » (Albert Eibel Edition) et qui a fait dix séjours en Chine.

Au cours de l'émission on pourra voir des gravures de la Chine ancienne, entendre plusieurs poèmes, revoir certaines séquences des films de Joris Ivens et Marcelline Loridan, notamment « Une femme, une famille ». Nous seront également communiqués les interventions de Teng Yin-tchao, veuve de Chou En-lai, sur ces questions, ainsi que les principaux aspects de la loi sur le mariage de 1950.

Une heure d'émission passionnante et enrichissante, si vous êtes libres vendredi entre 14 h et 15 h ne la manquez pas, et communiquez-nous vos réactions.

## Fougères

Composé de trois chanteurs (un couple et un adolescent) dont le programme est exclusivement composé de chansons de combat.

Ce groupe s'est constitué en 1975 pour soutenir les luttes ouvrières et paysannes. Participation à la lutte des Réhault (Fougères) soutien à nos frères immigrés de la Sonacotra, lutte contre l'implantation des centrales nucléaires, etc. Notre but principal est de chanter pour et avec les

*Licenciés, expropriés,  
Paysans et ouvriers,  
Debout, tous les prolétaires !*

*Licenciés, expropriés,  
Exploités et opprimés,  
Debout, prolétaires !*

*Et vous, bourgeois au pouvoir,  
Bientôt nous vous ferons taire !...*

*Dans le pays de Bretagne,  
Vieux pays de leurs aïeux,  
On chasse les prolétaires,  
Le pays est trop beau pour eux.*

*Mais dans la ville de Fougères,  
A Réhault, tous les ouvriers  
Ont occupé leur usine  
Et tout seuls ils la font tourner.  
A Réhault, usine occupée,  
Les ouvriers nous ont montré  
Que le poing des prolétaires  
Est une arme avec laquelle  
Il faut compter !*

*Et toi paysan, on t'exproprie...  
Il te faudra quitter ta terre,  
Aller dans la ville grossir les rangs  
Des créve-misère, des sans-travail,  
Comme les ouvriers, tes frères*

*Licenciés, expropriés,  
Paysans et ouvriers,  
Debout, prolétaires !*

*Bourgeois au pouvoir  
Et vous, bourgeois masqués,  
Voyez le poing des prolétaires,  
Arme redoutable qui vous fera tomber !*

masses prolétariennes en vue de l'unification de tous les travailleurs dans leur lutte contre la bourgeoisie capitaliste et le social-fascisme.

D'autre part, il s'agit aussi pour nous de combattre de manière déterminante les productions « artistiques » des chanteurs actuels, reflet fidèle de la classe dominante.

Proposer aux travailleurs autre chose que l'abêtissement raisonné et insidieux de la radio et de la télévision, ne veut pas dire pour autant négliger le côté artistique des chansons. Le texte doit primer, c'est certain, mais il faut absolument allier fond et forme, de même que propulsion de ce texte.

Nos interventions sont souvent suivies de discussions avec les travailleurs (liaisons avec d'autres grèves et lutte).

D'autre part, Claude, 13 ans, compose et chante ses propres chansons soit sur la Palestine, soit sur des textes de Marceu Esquieu (poète occitan), etc.







## BUREAU POLITIQUE DU P.C.M.L.F.

# Message de solidarité aux trois paysans inculpés par la Wessafic

(Suite de la page 1)

Le comité de liaison des éleveurs intégrés soutenu activement par le syndicat Paysans-Travailleurs a permis à de nombreux éleveurs liés à la Wessafic de s'unir et de se battre ensemble pour obtenir justice.

La lutte contre la Wessafic, bien qu'elle concerne en premier plan les paysans, peut être étendue à de larges secteurs des couches populaires puisque non seulement la Wessafic est un exploiteur mais c'est aussi un empoisonneur. Cette firme, en obligeant les éleveurs en contrat avec elle à utiliser un produit extrêmement toxique, le lindane, nuit à la santé, non seulement des agriculteurs mais aussi de centaines de milliers de consommateurs.

Comme toutes les firmes capitalistes, la Wessafic ne connaît qu'une seule loi : celle du profit maximum, quelles qu'en soient les conséquences pour les travailleurs.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France tient à saluer la manifestation d'aujourd'hui, qui marque un pas dans l'organisation et la mobilisation des petits éleveurs intégrés qui sont parmi les plus durement exploités de tous les travailleurs des campagnes. Il soutient sans réserve les formes d'organisation dont se sont dotés les éleveurs qui leur permet de diriger eux-mêmes leur lutte en toute indépendance des directions syndicales traditionnelles plus préoccupées actuellement de se disputer les voix

pour mars 78.

Le prochain scrutin législatif pour les dirigeants des partis de la droite ou de la gauche ainsi que les directions syndicales qui leurs sont étroitement liées, est en effet le prétexte à toutes sortes de manœuvres et de promesses de dernière heure pour illusionner les travailleurs des villes et des campagnes qui désirent réellement des changements réels et durables. C'est en particulier le cas pour les partis de gauche qui ne manquent pas une occasion pour tenter de canaliser les luttes ouvrières et paysannes et de les transformer en un soutien à leurs positions politiques.

La satisfaction des revendications légitimes des petits éleveurs intégrés ne dépend pas des urnes, mais de leur unité, de leur organisation et de leur lien à la base et dans l'action avec les ouvriers et autres travailleurs.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France est solidaire des trois militants du syndicat Paysans-Travailleurs passant aujourd'hui devant le tribunal pour avoir soutenu la juste lutte des éleveurs contre la Wessafic.

Il appelle ses militants et tous les travailleurs à soutenir cette juste lutte jusqu'à la victoire.

Le 22 février 1978,  
Le Bureau politique du  
Parti communiste marxiste-léniniste de France.



Autocollant destiné à populariser la lutte contre la Wessafic.

Brétigny

## Lutte contre les licenciements des communaux

Depuis des mois, le conseil municipal de « gauche » a majorité PCF réclame la nationalisation du CES Paul Eluard.

L'État à la veille des élections, comme par hasard, nationalise le CES, mais sur les 21 agents communaux employés à l'entretien du CES, aux cuisines, etc. L'État n'en réemploie que huit.

On voit, encore une fois, la politique menée par la bourgeoisie, qui consiste à licencier d'une part et à faire travailler le plus possible, d'autre part, une personne devant faire le travail de plus de deux personnes.

Les Haby et compagnie se moquent pas mal de faire étudier les enfants dans des conditions plus que précaires. Cela n'est pas nouveau et de plus en plus, les parents se mobilisent. Déjà, plusieurs écoles ont été et sont occupées par les parents et enseignants en attendant le remplacement d'instituteurs malades, dans le département de l'Essonne.

Mais tout cela était prévu, en même

temps que les hommes de gauche réclamant la nationalisation, ils embauchaient pour le CES du personnel sous contrat limité ; sans mais appeler à la vigilance, ni à la lutte pour pouvoir le jour venu de la nationalisation, assurer l'emploi de tout le personnel embauché. Par contre, dix personnes ont reçu leur lettre de licenciement signée du maire PCF pour le 3 mars.

La jeune section CFDT des communaux alertée, engageait immédiatement la lutte avec le soutien de l'union locale CFDT. Une délégation a été reçue par le maire et un conseiller municipal, le leader local du PSU. Voilà les propos de ces messieurs : « Le personnel concerné s'attendait à être licencié dès la nationalisation du CES... » « Ce ne sont pas des licenciements, ce sont des ruptures de contrat... » « Le syndicat CGT, qui s'est intéressé à ce problème a été mis au courant. » « C'est la logique du choix financier fait par la municipalité », etc... Propos prometteurs ! Quelle sera la logique du choix

financier fait par un éventuel gouvernement de gauche demain ?

La CFDT rappelait que tous les syndicats s'opposent aux contrats à durée limitée et qu'il n'était pas question pour elle de tolérer pour n'importe quelle raison que ce soit des licenciements.

Quelques jours plus tard, en séance publique, le conseil municipal adoptait une motion dans laquelle il s'engage, mais de façon ambiguë, à reprendre le personnel s'il n'est pas réembauché par l'Éducation nationale.

Les candidats de l'Union ouvrière et paysanne par un tract diffusé largement sur la ville appellent la population au soutien de toutes les actions qui pourront se dérouler en faveur des licenciés qui, à ce jour, n'ont toujours pas d'emploi pour le 4 mars.

## Moselle

# Les infirmières n'ont pas de travail pourtant S. Veil avait promis...

Il y a quelques mois, Simone Veil était venue à Metz, pour « consacrer » le nouveau centre hospitalier régional Metz-Thionville.

Lors de l'entrevue avec les syndicats de l'hôpital, qui réclamaient plus de personnel, donc de meilleures conditions de travail, elle avait promis que de nouveaux postes seraient créés.

Quelques semaines plus tard, les élèves infirmières de troisième année de Metz recevaient toutes une lettre, dans laquelle on disait que « en raison de l'importance du nombre de demandes, un concours sur titres serait organisé pour le recrutement des infirmières ».

Qu'est-ce qu'était ce « concours sur titres » ? Nul ne le saura jamais... toujours est-il que 25 seulement l'ont réussi et ont pu être embauchées à l'hôpital !

Faisons les comptes ! Sur 100 élèves au départ, 85 seulement ont passé le diplôme final (entre temps, 15 ont été persuadées par divers moyens « qu'ils n'avaient pas la vocation »).

Sur la soixantaine qui avait demandé un poste à Metz, 25 seulement l'ont obtenu. Les autres ont reçu une lettre les informant

qu'ils étaient sur « une liste complémentaire », c'est-à-dire pas embauchés.

Autrement dit : « On vous remercie de vos bons et loyaux services (qui ne nous ont pas coûté un sou !) pendant 28 mois... mais on n'a plus besoin de vous ! »

Alors, c'est la course à l'embauche... Les hôpitaux mosellans n'ont jamais eu tant d'emplois pour un si petit nombre de postes à pourvoir.

C'est ainsi que des petits hôpitaux (qui, il y a encore cinq ans, ne trouvaient jamais le personnel dont ils avaient besoin), reçoivent six ou sept candidatures pour un poste offert.

A part cela, on pourrait répondre : « l'État forme trop d'infirmières ».

Mais ce n'est pas le fond du problème. Le fond du problème, c'est que les hôpitaux manquent d'infirmières et de personnel en général, mais qu'ils ne veulent pas en payer plus, au détriment de la santé du personnel et des malades.

Luttons pour une véritable santé, au service du peuple !

Une infirmière de Moselle

## PROLETARIAT EST PARU

Le No 15 de notre revue théorique « Proletariat » vient de paraître. Au sommaire, nos amis lecteurs trouveront, outre un éditorial de Jacques Jurquet, à propos du mot d'ordre « Classe contre classe », divers autres articles. Nous recommandons à nos amis lecteurs un article d'importance sur le 10e anniversaire du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

## Abonnez-vous

## Abonnez vos amis

## Institut national audiovisuel

Vingtième jour de grève à l'Institut national d'audiovisuel. Au cours des dernières négociations avec la direction, environ 80 postes de titulaires ont été obtenus sur les 250 exigés. L'ensemble du personnel, jugeant ce résultat insuffisant, a reconduit la grève. Ceci malgré le chantage de la direction qui exigeait la cessation de la grève comme préalable à la reprise des négociations.

Dimanche 19 février, 650 personnes ont participé au gala de soutien organisé par les grévistes. Gala d'unité dans une bonne ambiance de fête au cours duquel plus d'un million a été recueilli pour le soutien.



# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## Annonces de l'UOPDP

union  
ouvrière  
et paysanne pour la  
démocratie prolétarienne

Bons de soutien  
minimum 5 F

ADRESSE DU COMITÉ D'INITIATIVE NATIONALE  
RUE JEAN ROBERT 75016 - PARIS

Demandez et diffusez la vignette de soutien !

Ouvriers, paysans, travailleurs : les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne défendent vos intérêts, ils sont vos candidats : soutenez-les ! Le soutien financier est aussi un soutien politique !

Envois à : Jean-Louis RABOUTET  
No 42 121 U.  
Agence GN 874 du Crédit Lyonnais  
Centre commercial du « Luth »  
92230 Gennevilliers

## 2 affiches de l'UOPDP

Des affiches de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne sont disponibles. Elles comportent des bandeaux non imprimés qui permettent d'y inscrire du texte (heure et lieu de meeting par exemple). Ces affiches sont utilisables pour les panneaux électoraux.

Par ailleurs, les affiches-textes pour les panneaux électoraux sont également disponibles. Passez vos commandes !

## RECTIFICATIF

Nous avons annoncé, par erreur, que le meeting régional de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne à Lille avait lieu à 20 h. En fait, ce meeting aura lieu à 17 h, salle du Conservatoire, place du Concert.

LOCAL DÉPARTEMENTAL DE L'UOPDP  
VILLEURBANNE  
128, rue de Présenssé,  
VILLEURBANNE

## MEETINGS

organisés par l'Humanité rouge

VICHY : PREMIERE REUNION PUBLIQUE

Bien que ne présentant pas de candidats aux élections de mars, nous entendons prendre une part active à cette bataille politique.

JEUDI 23 FEVRIER à 21 H. A LA SALLE DES FETES DE VICHY, PREMIERE REUNION PUBLIQUE.

Les principaux thèmes seront :

- Qui sont les marxistes-léninistes
- Ni bourgeoisie de droite, ni bourgeoisie de gauche - Action révolutionnaire des masses.
- Le PCMLF, parti des travailleurs.

A cette réunion, participera Jean Michel PALKOVIC, candidat à Clermont-Ferrand.

PARIS  
MEETING

Organisé par l'Humanité Rouge  
Vendredi 24 Février 1978

à 20 H. - Salle de l'Épicerie, 12-rue du Renard,  
PARIS. 4e - Métro : Hôtel de Ville  
Intervention de Jacques JURQUET  
et du candidat de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne dans le 2e et 3e arrondissement

## Les PME et les élections (suite)

# DERRIERE FURNON : LES GRANDS NOMS DU PETIT FASCISME

Les chefs des petites et moyennes entreprises (PME), mécontents du sort que leur font les grands monopoles, sont un enjeu électoral important. Furnon, l'un d'entre eux, a fondé son organisation : « l'Union des Français de bon sens » (UFBS). Cette organisation fut montée en quelques jours. Elle se dit financée par les cotisations des petits et moyens patrons. Elle se dit aussi indépendante de tous les partis.

Furnon avait initialement annoncé 300 candidats aux élections. A la fin des assises (les premières) de l'UFBS, il n'y avait plus que quarante candidats.

### FURNON N'EST PAS INDEPENDANT

C'est que, contrairement à ce qu'il prétend, Furnon n'est pas indépendant de tous les partis. Il n'est pas indépendant de la droite.

Ce retrait de candidatures est dû aux pressions de Barre-Giscard-Chirac qui n'ont pas vu d'un bon œil ce

nouveau groupe politique patronal se former.

D'autant plus que Furnon présente un candidat contre Barre à Lyon. Il a donc été appelé à réduire ses ambitions, sans doute contre quelques promesses.

C'est ainsi que le candidat de l'UFBS, a, en fin de compte, déclaré (aussi au lendemain des assises du groupe) : « Si monsieur Barre fait des concessions à l'UFBS, M. Furnon, sera d'accord pour que je me retire en sa faveur au second tour ».

### DERRIERE FURNON : LE PEN ET CIE

Mais qui est derrière ce Furnon ?

Plusieurs faits peuvent nous mettre sur la voie. Pendant le conflit des usines Furnon, le dirigeant du petit groupuscule à l'idéologie fasciste, le Front national, a visité l'usine et a pris la parole : Jean-Marie Le Pen.

Un des proches collaborateurs de Furnon est le fondateur d'un comité de soutien à l'armée, cet homme qui a toujours bénéficié du soutien (au moins) du Parti des forces nouvelles, autre groupuscule fas-

cisant, rival du Front national.

Bien sûr, Le Pen a déclaré qu'il préférerait que Furnon rejoigne son propre parti. Mais entre eux deux, l'entente est profonde. Et le fait que Furnon se dit indépendant de tout parti peut tromper des gens qui seraient prêts à reprendre certaines de ses idées, mais pas à s'engager clairement dans un groupe d'extrême-droite.

« Beaucoup d'idées de l'UFBS sont identiques aux nôtres », a déclaré Le Pen. Quand on connaît les idées fascistes de ce monsieur, il y a de quoi s'inquiéter...

Contrairement à ce qui a été annoncé plusieurs fois par erreur, notre adresse est :  
L'Humanité rouge BP 61  
75861 Paris Cedex 18  
et le numéro de notre CCP est  
30226 72 D

## Dans les quartiers ouvriers de Marseille-nord

### Le professeur révisionniste Guy Hermier au pied du mur

(Suite de la page une)

Pour y parvenir, nous devons lutter contre de nombreux ennemis :

- Chirac, avec son RPR (Rassemblement pour réprimer) ;

- Giscard-Barre qui cherchent une nouvelle alliance majoritaire avec le PS ;

- Le Parti socialiste, avec Mitterrand qui prétend pouvoir faire accepter « des sacrifices aux travailleurs », et que vous seuls avez vu « virer à droite ».

Tous ces politiciens sont des ennemis du socialisme.

Vous et les dirigeants de votre parti, vous affirmez être « les défenseurs des travailleurs », alors pourquoi avez-vous si peu soutenu la longue lutte des Griffet ?

Vous êtes « le parti de la DÉMOCRATIE » ? Pourquoi avez-vous appelé contre la journée portes-ouvertes du 1er mai 1976, décidée DÉMOCRATIQUEMENT par l'Assemblée générale des Griffet en lutte ?

Vous « le parti des LIBERTÉS » ? Pourquoi demandez-vous des commissariats dans les cités populaires, comme à la Savine et à Bellevue ? Pourquoi n'avez-vous jamais soutenu la lutte du Collectif d'information contre la prison d'Arenc, contre les expulsions et pour la défense des libertés ? Pourquoi les dirigeants de votre parti ont-ils voté les pleins pouvoirs à

Guy Mollet pour assassiner les patriotes algériens et des communistes dont Fernand Yveton ?

Vous êtes pour « le droit au travail pour tous », mais pourquoi, dans votre Programme commun actualisé, comme dans celui de 1972, maintenez-vous le travail par intérim, cet esclavage moderne ?

Depuis de nombreuses années, la jeunesse se mobilise contre l'embrigadement, et soutient les peuples en lutte ; en tant que responsable de votre parti, de la jeunesse et des sports, vous vous êtes prononcé pour maintenir la coupe du monde de football dans l'Argentine fasciste. C'est en totale contradiction avec les aspirations de la jeunesse. Comment le justifiez-vous ?

Vous dites que les ministres de votre parti seront « les meilleurs défenseurs des travailleurs » ? Alors pourquoi lorsqu'ils ont été au gouvernement, ont-ils proclamé : « La grève, c'est l'arme des trusts ! » ? N'est-ce pas aussi vos ministres qui ont instauré le salaire au rendement pour les mineurs ?

Dans l'éditorial de « La Marseillaise » du 3 février 1978, il est affirmé que votre parti est « le seul qui, aujourd'hui, ne repousse et ne craint aucun débat - ni avec les travailleurs, ni avec M. Barre - parce que son attitude est conforme aux

exigences de notre peuple ». Puisque vous êtes le « parti de la vérité », et que nous n'avons rien à cacher ni à vos militants, ni aux travailleurs, nous vous proposons un débat public contradictoire avec nos candidats de la 4e circonscription, afin que nous débattions de ces questions et de bien d'autres que chaque travailleur se pose.

En refusant ce débat,

vous montreriez que vous avez beaucoup de choses à cacher aux travailleurs des quartiers Nord, et nous ne pourrions que conclure que vous voulez, comme le PS et les autres partis bourgeois, laisser ces questions importantes dans « le brouillard ».

Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir nos salutations démocratiques.

### • Val-de-Marne

## Après les cantonales partielles...

Déjà battu la semaine dernière à Issy-les-Moulineaux, avec près de 5% d'écart des voix face à la majorité, le PCF vient d'essuyer un deuxième échec électoral dans le Val-de-Marne.

En effet, son candidat, Claude Roméo a été battu. Pourtant sur le papier à l'issue du premier tour, il était théoriquement vainqueur.

Et comme pour Marchais et ses collègues du Bureau politique, il n'est pas question une seconde que ce soit la ligne politique du PCF qui soit à l'origine de cette défaite, ils ont trouvé un bouc émissaire : le PS. Tout serait de la faute

du PS qui ne se serait pas clairement désisté, qui n'aurait pas soutenu clairement les meetings du candidat, etc. Bref, des arguments électoralistes vaseux.

Evidemment, le PS dément et la querelle va durer. Ceci prouve que malgré tout son cinéma tapageur, Marchais a bien besoin de Mitterrand pour se faire élire et qu'il devra, s'il veut des ministres, en passer par la main de Mitterrand.

A trahir la classe ouvrière, on ne récolte que des mauvais coups. Attention à l'infarctus, M. Marchais.



# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978



En 1944, les patriotes en armes défilent devant la mairie.

## MONTREUIL-ROSNY

7e circonscription de la Seine-St-Denis

### Ce qu'est une municipalité tenue par le PCF

C'est la banlieue Est, toute proche de Paris, la banlieue rouge par tradition. En réalité, ceci est surtout vrai pour Montreuil, car Rosny-sous-Bois a toujours été une ville peu industrialisée, où la classe ouvrière était assez faible. Aujourd'hui, Rosny est devenue une ville-dortoir et c'est cet afflux de travailleurs venus y trouver un logement qui a permis, l'an passé, d'amener un maire PCF à la tête de Rosny.

A Montreuil, les choses sont bien différentes : de longue date, Montreuil est une ville de moyenne industrie (métallurgie-chimie-textile électronique) et beaucoup de petites entreprises artisanales y travaillent.

La classe ouvrière de Montreuil s'est toujours montrée aux premiers rangs dans les plus récentes batailles de classe : c'est la ville de Duclos, et dès

1935, elle élisait une mairie communiste ; pendant l'occupation, c'est une communiste montreuilloise, Danielle Casanova qui organisait les premiers cercles de jeunes femmes patriotes ; à la Libération, la population de Montreuil prit d'assaut la mairie, dressa des barricades et Montreuil fut la première ville de banlieue libérée.

Aujourd'hui, tout en se réclamant du même parti, c'est une équipe totalement différente qui dirige la mairie, et quel changement ! Ces messieurs sont maintenant de respectables gestionnaires du capitalisme, et le PCF à la mairie, ça veut dire le révisionnisme au pouvoir. Les bulletins municipaux, les affichages officiels, les activités culturelles de la ville servent à nous matraquer de leur propagande. Toutes les salles municipales, même les salles de quartier leur sont

réservées, ainsi qu'aux associations qu'ils veulent bien reconnaître.

Actuellement, la crise capitaliste et le plan Barre se font particulièrement sentir dans notre circonscription : 6 000 chômeurs environ, dont 31 % de jeunes, les petites entreprises ferment par dizaines, l'électronique se restructure. Alors, c'est la misère, que l'on voit dans la rue, dans les taudis, qui sont nombreux ici, et aussi, dans les HLM où l'ont expulsé et où les impôts locaux ont encore augmenté de plus de 12 % cette année.

A tout cela, la mairie répond par un flot de démagogie, qu'elle placarde sur tous les murs de la ville : « Halte aux expulsions, non au chômage, etc. » et son seul souci est d'étouffer et de contrôler toute volonté de lutte des travailleurs.

C'est pour faire renaître à Montreuil ce parti communiste autrefois si glo-

rieux, pour commencer à unir des Montreuillois dans la lutte « classe contre classe » contre la crise, que nous avons décidé de soutenir les deux candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne dans cette circonscription.

Déjà notre comité local d'UOPDP s'est bien renforcé, et ses commissions logement, jeunes, répression, immigrés, emploi-licenciement ont permis d'intervenir de manière concrète et offensive sur les marchés, dans les quartiers populaires, et à la sortie des entreprises de la circonscription.

Nous sommes sûrs, au cours de cette campagne, de recevoir un accueil amical de nombreux Montreuillois pour que la lutte de classe et la dictature du prolétariat représentent encore beaucoup d'avenir.

## La situation économique générale

Depuis quelques années, Montreuil change. Les usines ferment, les travailleurs s'en vont peu à peu. Plusieurs centaines de petites ou moyennes entreprises ont quitté la commune ou ont déposé leur bilan.

Les travailleurs de la région ont été particulièrement victimes du plan de restructuration des monopoles capitalistes. Ainsi, la Thomson a liquidé ses entreprises de Montreuil jetant sur le pavé des centaines de travailleurs : Grandin, LCC disparues, c'est aujourd'hui au tour de Reela, et demain peut-être Arena et Dentzer, où des licenciements ont déjà eu lieu.

Que fait la municipalité PCF : elle n'a jamais engagé la riposte d'ensemble nécessaire contre les licenciements. Elle n'a jamais divulgué qu'à la dernière minute les perspectives de départ ou de fermeture d'entreprises. Mieux, lorsqu'une lutte se menait en dehors d'elle et de son contrôle, elle a tout fait pour l'isoler, comme la grève avec occupation des travailleurs de l'imprimerie Darbois contre les licenciements. On ne trouve d'ailleurs aucune trace de cette grève exemplaire et victorieuse dans le bulletin municipal !

Elle a par contre utilisé la grève de Grandin qu'elle tenait bien en main pour faire passer sa camelote politique. Le jour de la reprise de la nouvelle entreprise (qui s'est d'ailleurs très vite écroulée !), il valait mieux avoir sa carte CGT pour être réembauché !

« Il faut maintenir le potentiel industriel de Montreuil ». C'est ce que dit une affiche municipale, placardée dans toute la ville. Voilà comment le PCF prétend défendre l'emploi : implorer les industriels de bien vouloir rester à Montreuil.

D'ailleurs, la mairie est même passée aux actes, puisque pour retenir les petites et moyennes entreprises sur la ville, elle a créé une société d'économie mixte, la SADEMO, où la mairie est majoritaire, et lui a fait réaliser un grand ensemble industriel MOZINOR, destiné à accueillir les entreprises.

Ecoutez le langage de ces messieurs de la mairie quand ils parlent aux patrons : « MOZINOR, c'est une conception nouvelle de l'expansion, une expansion aux visages multiples. MOZINOR vous permet de profiter de tout, tout de suite et de ne penser qu'à vous. MOZINOR est implanté à Montreuil, ville industrielle de 100 000 habitants où abonde sur place une main d'œuvre hautement qualifiée », etc.

En attendant, MOZINOR est presque vide, heureusement que les Montreuillois n'ont pas attendu le bon vouloir des patrons pour exiger le droit à l'emploi !

Mais regardons de plus près. Par quoi sont remplacées les usines qui ferment ? Dans le centre s'est implanté un vaste complexe de bureaux avec la grande surface Carrefour. A la porte de Montreuil, va commencer la réalisation d'un vaste plan de reconstruction. Là où se situaient les usines Lefranc, Barthelay... va s'élever une immense zone de bureaux. La CGT y a déjà retenu ses immeubles confédéraux.

A part MOZINOR, la municipalité cherche à remplacer les usines par de vastes secteurs du tertiaire. L'URSSAF déjà implantée dans la municipalité révisionniste voisine de Bagnolet vient aujourd'hui à la mairie de Montreuil. Or, ces secteurs rapportent plus du point de vue des impôts à la municipalité.

Cette politique a des conséquences pour la composition de la population.

Pour les travailleurs, et particulièrement les ouvriers, il faut aller chercher du travail ailleurs quand on en trouve ! Et souvent déménager. Et puis les loyers ne baissent pas malgré la propagande démagogique de la mairie, et encore moins les impôts locaux. Pour attirer les nouvelles couches qui s'installent peu à peu à Montreuil, s'élèvent des immeubles aux loyers plus chers. Comme la résidence « Liberté », réalisée par la SEMIMO, dont la mairie est le principal actionnaire : ce sont des logements en accession à la propriété à 3 100 F le mètre carré (prix moyen).

Voilà une réalisation municipale qui sera bien utile aux travailleurs de Montreuil. En tout cas, ça ne sert pas le milieu de mal-logés dans des baraques en planches ou des immeubles délabrés qui pourront en profiter. A ceux-là, la municipalité propose l'opération « ravalement des façades »... mais les impôts locaux augmentent pour tout le monde.

Il se reproduit, en plus réduit pour le moment, le même phénomène d'exode des travailleurs que dans le Paris de Chirac, avec l'arrivée de couches moyennes qui correspondent plus à la base sociale du PCF.

Dans cette perspective, la municipalité cherche à éloigner au maximum les travailleurs immigrés. Elle a mené une ignoble campagne raciste sur le seuil de tolérance à ne pas dépasser de travailleurs étrangers dans la commune. Et elle maintient la division et le racisme. Elle calomnie la grève des résidents Sonacotra.

Autour du foyer Rochebrune, des habitants s'étaient plaints du bruit. La municipalité n'a rien trouvé de mieux pour accentuer la division que de convoquer une réunion de quartier sans la présence des travailleurs immigrés.

Voilà la réalité de ce qui a été un des premiers bastions communistes de notre pays. Aujourd'hui, la municipalité est devenue gestionnaire du capitalisme.

### En 1944 des barricades...





# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## DES IMMIGRES EN LUTTE

Le foyer Sonacotra Lanoue est en grève des loyers depuis septembre 1975, (le premier foyer Sonacotra est entré en grève en février).

Aujourd'hui, 30 à 40 % des résidents suivent la grève, mais c'est une proportion assez bonne si l'on regarde les attaques dont le foyer a fait l'objet et le profond renouvellement qu'il a connu ces derniers mois.

Tout d'abord, il a fallu aux résidents réaliser l'unité de vingt-quatre nationalités

différentes (Turcs, Algériens, Antillais, Espagnols, etc.) Et puis dès le début, les grévistes ont été victimes des attaques du PCF. Il n'y a pas eu d'expulsés dans le foyer mais la bourgeoisie n'a pas ménagé ses efforts pour casser la lutte. Depuis le début de la grève, un gérant particulièrement actif et raciste multiplie les provocations et empêche tout affichage du comité de résidents dans le foyer. Il a tenté de bloquer les chambres de résidents en vacan-

ces.

Les résidents de Montreuil ont été les premiers frappés par un jugement de saisies-arrests sur leur salaire.

Depuis quelques mois, la Sonacotra pratique une autre tactique pour isoler les grévistes. Elle a d'abord laissé se vider les chambres en refusant de nouvelles entrées à chaque départ d'un travailleur. Puis, elle accueille maintenant des stagiaires ou des étudiants étrangers dont le loyer est

payé directement par l'entreprise. Bien qu'une partie d'entre eux soutiennent la grève, ils ne peuvent s'opposer au paiement du loyer. La Sonacotra espère ainsi chasser peu à peu les travailleurs grévistes.

Mais malgré toutes ces attaques, la grève se poursuit et le comité de résidents de Montreuil, aidé du comité de soutien a récemment contribué à ce qu'un foyer Sonacotra de Villemonble et celui de Romainville rejoignent la grève.

### Grève des résidents du foyer Sonacotra

#### Un résident explique

Témoignage

Nous avons déclenché la grève le 1er septembre 1975, à la suite de plusieurs augmentations non-justifiées. Ce mois de septembre, la grève s'étend dans toute la France, plus de quarante-cinq foyers sont en grève des loyers.

Au début de la grève, nous avons cherché un soutien car nous avons dit qu'il fallait que les Français sachent la raison de notre grève. Et nous avons pensé tout de suite à la municipalité PCF, car nous avons dit : puisqu'ils défendent les ouvriers, c'est notre seule chance.

Une semaine après, le PCF envoie une délégation pour rencontrer le comité de résidents. Nous avons fait une réunion avec eux. De fait, nous pouvions constater qu'ils voulaient prendre la parole sans laisser le comité s'exprimer. Ils nous ont demandé de convoquer une assemblée générale. Le jour de l'assemblée générale, ils étaient plus nombreux, ils ont pris la parole sans notre autorisation, et ils ont dévié complètement notre problème. Ce n'est plus la discussion des loyers, c'est l'Angola, l'Algérie, l'URSS, etc. Nous avons dit tout de suite stop. Malheureusement, sur trente-cinq membres du comité de résidents, dix sont adhérents au PCF, vingt-deux à l'Amicale des Algériens.

Nous, on était trop minoritaires. Trente-deux personnes contre nous : ils ont décidé de quitter le Comité de coordination et de négocier en dehors des résidents à la table de négociation.

Mais la Sonacotra n'a pas voulu faire une vraie négociation car elle préparait quelque chose.

Les 7 et 14 avril, dix-huit camarades sont expulsés et quatre-vingt-quinze délégués sont menacés dans les foyers. Trente-deux traîtres laissent tomber la lutte, il y en a qui ont même quitté le foyer. Les résidents paniquent. Le PCF revient et il dit : il faut payer tout de suite, car vous risquez de vous faire expulser. Nous les avons mis dehors de notre foyer.

Le lendemain, ils font un rassemblement devant le foyer avec le maire, ils veulent rentrer au foyer. Nous avons dit dehors traîtres de la classe ouvrière ! Le maire a dit : je suis le maire de Montreuil et je veux parler avec les résidents.

Nous avons répondu : tu es le maire ou le roi, tu ne rentreras pas au foyer, va plutôt à ta mairie, car ici tu n'as aucun droit pour rentrer. Les résidents étaient devant la porte pour l'empêcher de rentrer. Le maire, on sait même pas par où il est parti.

Depuis, ils ont tout fait pour briser notre lutte :

- Distribuer les cartes du PCF gratuitement ;
- Créer une cellule Jacques Duclos fantôme ;
- Distribuer des tracts contre le Comité de coordination ; nous traiter de gauchistes.

Mais, grâce à notre unité de vingt-quatre nationalités, notre lutte est trop solide pour qu'ils puissent la briser.

Ce que nous pensons du PCF :

- Le PCF est contre les grèves qui durent ;
- Le PCF veut diriger les luttes sur des bases éidon ;
- Le PCF n'a jamais fait quelque chose pour l'immigration ;
- Le PCF soutient les gérants racistes et provocateurs ;
- Le PCF ne veut jamais rencontrer le

comité de résidents, le Comité de coordination, le comité de soutien. Le PCF, pour nous, c'est des traîtres à la classe ouvrière. Celui qui n'est pas d'accord avec le PCF, il le traite de gauchiste, car c'est leur seule arme.

Ce texte dit simplement ce qu'on a fait à Montreuil, car si on parle de tous les foyers, on écrira pendant des mois sur le rôle du PCF dans les foyers Sonacotra.



### Des flics, encore des flics, toujours des flics

réclame la municipalité PCF

A Montreuil, comme ailleurs, avec le chômage et la crise, le vandalisme et la délinquance se développent : petits cambriolages, attaques de crèches municipales qui sont dévalisées, vols de voitures, etc. Le gouvernement crie au développement de la violence et en profite pour quadriller tout le pays. Ici, en région parisienne, nous avons été particulièrement soignés : une mitrailleuse à chaque carrefour, opération coup de poing en allant au travail, contrôle d'identité au retour du travail... de quoi ne plus se sentir tellement en sécurité !

La municipalité elle aussi en profite pour mener sa campagne : « Il nous faut plus de flics, dit-elle, il nous faut un commissariat dans chaque quartier populaire, à Lanoue, la Boissière, Bel-Air et au Parc Montreuil ».

Pour appuyer sa campagne, elle a collé des affiches barrées de bleu-blanc-rouge, dans toute la ville.

D'après elle, la population de la ville réclame des flics, fait des pétitions. Parait-il que la ville de Montreuil n'aurait que trois malheureux flics affectés à la sécurité des citoyens et que ces pauvres hommes travailleraient dans des conditions lamentables : leurs vieux véhicules ne leur permettraient même pas de rattraper d'éventuels fuyards.

Dans ses journaux locaux, le PCF ne

tarit pas d'éloge pour ces bons flics, dont certains sont même syndiqués CGT, pour une « police au service du tout », pour « des policiers à part entière », etc.

On se souvient, il y a deux ou trois ans, le pouvoir avait orchestré le même genre de campagne, avec grandes affiches publicitaires à l'appui. Mais, ça ne marche pas ! Que ça vienne de droite ou de gauche les travailleurs savent à quoi sert la police en système capitaliste, et qu'en aucun cas, ils ne sont payés pour veiller à leur sécurité. Ici, à Montreuil, les immigrés et les jeunes sont bien placés pour en parler : ils subissent assez les tracasseries incessantes des flics. Les paniers à salade patrouillent sans arrêt dans les quartiers populaires, interpellant sous n'importe quel prétexte des gamins qui passent sur le trottoir, les fouillent et les emmènent au poste.

Des commissariats dans chaque quartier, ça veut dire un travail systématique d'ilotage, de renseignements, de délation, etc.

Et si un jour les Montreuillois entrent en lutte en manifestant, ce seront autant de flics à marcher contre eux. Seulement, ce qui intéresse la municipalité, c'est de faire régner l'ordre capitaliste et donc d'avoir les flics avec eux, et le plus de flics possible.

Et même ils ne s'arrêtent pas là puisqu'ils vont jusqu'à demander que le maire

VILLE DE MONTREUIL

NOUS EXIGEONS LA SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

Dans la nuit du 26 au 27 décembre 1977, des individus ont essayé de pénétrer par la force dans la mairie. Cette tentative fait partie de la campagne de violence organisée à travers la France à la veille d'élections électorales importantes, par ceux qui craignent le verdict du suffrage universel.

Les auteurs de ces méfaits agissent en toute impunité. Malgré les diverses prises de position et interventions du Conseil Municipal auprès du Préfet et du Ministre de l'Intérieur, rien n'a été entrepris par le gouvernement pour améliorer la situation, mettre un terme aux agressions dont les Montreuillois sont victimes et au sacage des équipements publics (écoles, écoles, foyers-clubs de personnes âgées, etc.).

Il est possible d'assurer la sécurité :

- en ne détournant pas les forces de police de leur mission comme c'est le cas actuellement lorsqu'elles sont utilisées, par exemple contre les travailleurs en lutte.

- en augmentant dans la ville les effectifs de police chargés de la protection des personnes et des biens.

La Municipalité appelle les Montreuillois et les Montreuilloises à soutenir son action auprès des autorités compétentes pour que cesse ce véritable refus de protéger les personnes et les biens, pour que soit assuré le droit de tous à vivre dans la tranquillité.

Montreuil le 27 décembre 1977  
La Municipalité

ait autorité pour diriger les forces de police locales sans avis du préfet. Comme cela, la municipalité dirigerait un petit État PCF dans le grand État capitaliste français. Leur but est clair, renforcer l'appareil répressif de l'État bourgeois.

Il est temps de réagir contre toute cette dangereuse propagande et de s'opposer aux commissariats dans nos quartiers.

### LES CANDIDATS DE L'UOPDP

Georges Gonzalves, 26 ans, un enfant, est le candidat titulaire. Fils de réfugié politique espagnol, il est marié et employé à l'Éducation nationale. En 1975, il est employé comme plongeur à la cafétéria Flunch de Fontenay-sous-Bois. Il contribue à la construction d'une section syndicale, nombreuse et combative, en lutte sur les conditions de travail. Cette lutte sera pour lui un élément déterminant pour rejoindre ensuite les marxistes-léninistes, car dans cette lutte, il s'oppose directement au sabotage du PCF.

Serge Denarie, 27 ans, un enfant, est suppléant, il est guichetier à la Sécurité sociale. Engagé dans le soutien à la lutte du peuple vietnamien, il participe aux luttes de 1968, puis rejoint les marxistes-léninistes en 1969. Militant syndical, il est démis de ses responsabilités dans la CGT en 1974 pour ses prises de position publiques contre le Programme commun et les grèves-bidon de 24 h. Il continue alors le travail dans un autre syndicat.

Membre du comité de soutien à la lutte des résidents du foyer Sonacotra de Montreuil, il est particulièrement lié aux travailleurs immigrés en grève des loyers.



# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## Les partis bourgeois et l'école

# Plus ça réforme, plus c'est pareil

Dans son programme de Blois, Barre a osé affirmer que la réforme Haby « a pourvu notre pays d'institutions scolaires modernes et stables ». Il est important que les travailleurs sachent ce que signifie cette réforme qui constitue une des offensives les plus graves de la bourgeoisie pour faire de l'école le rouage essentiel de son encadrement idéologique.

Pour faire croire à une démocratisation et recréer ce vieux mythe de l'égalité des chances, Haby avait dit : « Tous les élèves de CM2 accèdent de droit en 6e... Ils sont répartis indistinctement dans les classes ». Et de parler de « tronc commun », de suppression des « filières ». Mais qu'en est-il en réalité ?

### UNE SÉLECTION ACCRUE

Malgré ces belles paroles, la réforme accentue encore la sélection, car :

- Les redoublements en CM2 restent possibles ;
- Les élèves qui viennent d'une classe de perfectionnement relèvent d'une commission d'éducation spéciale ;
- Les élèves qui auront atteint 13 ans entrent dans une classe à caractère professionnel ou en CPA (voir loi Royer) ;
- Les élèves jugés particulièrement faibles « bénéficient » de regroupements avec aménagements particuliers.

Il y a donc, dès avant l'entrée en 6e,

pré-orientation en vue de reconstituer, sans le dire, les filières. En outre, une autre sélection intervient au niveau même des 6e dites normales. Là, nous raconte Haby, tout le monde est mélangé, faibles et forts, en classes hétérogènes, et chacun suit son rythme grâce à une belle invention : les activités de soutien et d'approfondissement. Mais de quoi s'agit-il en fait ?

Le soutien, cela consiste à accorder une heure supplémentaire en maths, français ou langues vivantes aux élèves qui ont des difficultés dans ces matières. Mais, comme contenu et méthodes ne sont, bien sûr, pas modifiés, comment ce qui n'est pas compris en quatre heures, le serait-il en cinq ? En outre, ces heures de soutien sont notifiées chaque semaine par le professeur à l'élève, à l'administration et aux parents : bon moyen pour le faire ressentir comme une ségrégation.

L'approfondissement par contre est destiné aux élèves « les meilleurs », ceux qui sont jugés « capables » d'approfondir leurs connaissances dans un certain nombre de domaines, et pour qui cet approfondissement va servir en fait d'accélérateur permettant de creuser l'écart avec les « moins doués ». Tout est ainsi mis en place pour faire la sélection des enfants.

### UNE OFFENSIVE CONTRE L'EMPLOI

Haby nous a rebattu les oreilles du merveilleux cadeau fait aux enseignants et élèves par l'abaissement des effectifs

des classes qui doivent être désormais en général de 24 élèves et au maximum 30. Ce qu'il a oublié de dire, c'est que cette légère baisse se paye très cher. En effet, alors que pour la plupart des disciplines, les classes étaient dédoublées en travaux dirigés à partir de 24, tous les dédoublements sont maintenant supprimés. La classe sera toujours au complet, même pour les séances de travaux pratiques scientifiques.

Il en résulte pour les élèves des conditions de travail dégradées. Tout d'abord, de l'aveu même des enseignants, le travail en groupe de 14 ou 15 constituait une forme efficace de soutien. En outre, à cette régression pédagogique, s'ajoute une diminution de la sécurité qui devient parfois difficile à assurer. Comme d'habitude, les enfants des travailleurs en seront les premières victimes.

Pour les enseignants, ces heures de dédoublement qui disparaissent (10 h par classe de 6e) ont une conséquence immédiate : des suppressions de postes. Cela veut dire que, d'une part, les titulaires eux-mêmes ne sont plus assurés de leur emploi et sont déplacés d'office, mais surtout qu'un nombre encore plus important de maîtres-auxiliaires se trouvent réduits au chômage. Dans le secteur éducatif, comme dans celui de la production, le capitalisme c'est la recherche de la rentabilité, du profit maximum, c'est le chômage.

## PC-PS: les héritiers d'Haby

Malgré les condamnations verbales de la gauche, nos candidats à la succession s'accommodent en fait fort bien de cette réforme Haby. Dans leurs déclarations officielles, elle n'est d'ailleurs jamais mise en cause de façon sérieuse, on demande surtout davantage de moyens pour la mettre en œuvre dans de meilleures conditions.

Dès 1974, Juquin, spécialiste des questions d'éducation du Comité central du PCF, déclarait à propos de la réforme Fontanet (tentative avortée qui fut reprise et systématisée par Haby) : « A bas la réforme Fontanet ? Moi, je suis en désaccord complet avec ce mot d'ordre... Quand on réfléchit d'une manière gouvernementale, ça sera beaucoup plus facile de faire la réforme prévue par le Programme commun avec ces CES-là qu'avec ceux qu'on avait eus jusqu'à présent. Ils nous préparent le terrain... ».

La lecture des douze pages consacrées par le Programme commun à l'éducation est d'ailleurs édifiante : on y retrouve des principes d'éducation très proches de ceux d'Haby. Par exemple, on peut lire, page 73 : « L'école aura la triple mission de former le travailleur, le citoyen et l'homme », mais on se garde bien de préciser que le travailleur, le citoyen, l'homme appartiennent à des classes sociales aux intérêts antagoniques, et que les intérêts des enfants de travailleurs ne sont pas ceux des enfants de la bourgeoisie.

Plus loin, page 81, il est dit : « La qualité de l'enseignement sera portée à la hauteur des exigences des hommes et de la société à l'époque actuelle ». Parler ainsi, c'est en fait nier la lutte des classes, les exigences des patrons et celles des travailleurs ne sont-elles pas contradictoires ? Quant à la « société de l'époque actuelle », c'est bien entendu la société capitaliste.

Au cas où certains auraient pu

s'y tromper, dans sa présentation du plan socialiste pour l'éducation, Mitterrand, de son côté, a mis les points sur les i : « L'école du front de classe (on se demande bien pourquoi il l'appelle ainsi), tout en ayant pour fin aussi bien l'émancipation de tous les individus que leur socialisation, ne saurait être une école du socialisme. Fondée sur le pluralisme et

la critique, elle doit préparer l'homme, le travailleur et le citoyen à vivre de façon active avec les autres les contradictions de la société et à les dépasser ».

Ce que nous propose la gauche n'est, en fait, qu'une nouvelle mouture un peu ravalée de la bonne vieille école de classe, instrument de domination de la bourgeoisie.

## Pour une école au service du prolétariat

Cette réforme Haby est profondément néfaste. Elle doit être dénoncée et combattue avec détermination. C'est dans sa totalité, sur le fond lui-même, qu'elle est inacceptable, car son but est d'améliorer le rendement de l'école capitaliste au service des intérêts de la bourgeoisie. Tous les réformistes et révisionnistes qui veulent la faire passer en la changeant un peu de couleur doivent être combattus avec détermination.

Bien sûr, seule la révolution prolétarienne, en instaurant le socialisme, permettra une véritable révolution de l'enseignement, et nous communistes marxistes-léninistes nous le savons bien. Mais nous devons dès à présent lutter contre la réforme Haby qui aggrave encore le rôle sélectif et répressif de l'école bourgeoise.

Cette lutte peut faire reculer le pouvoir, Haby commence déjà à reculer sur le dossier scolaire.

Cette lutte doit être menée par tous : enseignants, collégiens, lycéens et étudiants, parents, travailleurs, car l'école ne doit pas être une affaire de spécialistes, c'est l'affaire de tous les travailleurs. C'est unis, tous ensemble, que nous devons faire échec à Haby et à sa réforme scélérate. Cette lutte, c'est aussi la lutte contre toutes les trahisons, tous les sabotages de ceux qui cherchent à la dévoyer : on ne peut accepter tel ou tel morceau de la réforme, aménager tel autre, et en définitive la laisser appliquer. C'est dans son ensemble que la réforme Haby doit être rejetée.

La lutte contre la réforme Haby, c'est une lutte « classe contre classe », c'est-à-dire la lutte de tous ceux qui refusent une école instrument de domination de la bourgeoisie, au service du système capitaliste, et qui veulent une école au service du prolétariat. Cette école seule sera libératrice et émancipatrice pour le peuple.

